



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 20 septembre 2016

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et DREAL U ID 26/07: C. BOUILLLOUX
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 2016265-0011

AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Mise à jour administrative Société KALISTRUT AEROSPACE à SAINT-VALLIER

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 07-0903 du 02 mars 2007, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2013298-0028 du 25 octobre 2013, autorisant la société SKF AEROSPACE France à exploiter une activité de traitement de surface et travail mécanique des métaux en vue de la fabrication de bielles métalliques et d'équipements électromécaniques destinés à l'aéronautique sur la commune de Saint-Vallier (26 240), 1 avenue Marc Seguin ;
- VU** le courrier du 1^{er} septembre 2015 de la société KALISTRUT AEROSPACE nous informant des modifications prévues sur son site de SAINT-VALLIER (26 240), 1 avenue Marc Seguin ;
- VU** le courrier du 12 mai 2016 de la société KALISTRUT AEROSPACE, relatif à la mise à jour administrative des installations classées sises sur la commune de SAINT-VALLIER (26 240), 1 avenue Marc Seguin ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 13 septembre 2016 ;
- Considérant** qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;
- Considérant** qu'il n'y a aucune prescription additionnelle, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1:

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2013298-0028 du 25 octobre 2013 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
<p><i>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques</i></p> <p><i>A- Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant :</i></p> <p><i>1- supérieur à 1 500 L</i></p>	3030 litres	2564-A-1	A
<p><i>Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion de ceux visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé à la rubrique 2563</i></p> <p><i>1- Lorsqu'il y a :</i></p> <p><i>a- mise en œuvre de cadmium</i></p> <p><i>2- Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant :</i></p> <p><i>a) supérieur à 1500 L</i></p>	<p>492 litres</p> <p>4829 litres</p>	<p>2565-1-a</p> <p>2565-2-a</p>	<p>A</p> <p>A</p>
<p><i>Substances et mélanges de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés :</i></p> <p><i>2- la quantité totale de substances et mélanges liquides susceptibles d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>a) supérieure ou égale à 250 kg</i></p>	<p>3700 kg répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cuves de traitement de surface cadmiage : 500 kg - déchets de cyanures en conteneurs ANISA : 3200 kg 	4110.2.a avec le bénéfice de l'antériorité	A
<p><i>Travail mécanique des métaux et alliages</i></p> <p><i>B – Autres installations que celles visées au A</i></p> <p><i>1 – la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW</i></p>	3500 kW	2560-B-1	E
Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	1 four de trempe, 6 fours de recuit et une étuve	2561	DC
<p><i>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles, la quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</i></p> <p><i>2- supérieure à 500 l mais inférieure ou égale à 7500 l</i></p>	<p><i>Une machine de dégraissage lessiviel (1062 l) et 3 fontaines de dégraissage lessiviel (80 l chacune) soit 1302 l</i></p>	2563-2	DC

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc, sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	20,8 kW	2575	D
Application, cuisson, séchage de peinture, apprêt, colle, enduit, etc sur support quelconque. 2) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » b - Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/jour, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour	75 kg/j	2940-2-b	DC
Substances et mélanges dangereux de toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 - La quantité totale de substances et mélanges liquides susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	6500 kg environ répartis en : - cuve de décapage cadmiage (250 kg) - cuve réactivation fixateur cadmiage (170 kg) - déchets liquides d'acide chromique (6080 kg)	4120.2.b avec bénéfice de l'antériorité	D
Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 2- Emploi dans des équipements clos en exploitation a- équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	450 kg (climatisations)	4802-2-a avec le bénéfice de l'antériorité	DC

Article 2: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun - BP1135 - 38 022 GRENOBLE Cedex 1) :

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Vallier et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Article 5 – Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Saint-Vallier et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Saint-Vallier ;
- la Directrice Régionale de la DREAL de Auvergne-Rhône-Alpes – U ID 26/07 ;
- et à Monsieur le Directeur de la société KALISTRUT AEROSPACE.

Valence, le 20 SEP. 2016
Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général
Frédéric LOISEAU